

Hunter, Shireen, *OPEC and the Third World : The Politics of Aid*, Bloomington (Ind.), Indiana University Press, 1984, 336 p.

Abbas Alnasrawi

Volume 17, Number 3, 1986

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702062ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702062ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Alnasrawi, A. (1986). Review of [Hunter, Shireen, *OPEC and the Third World : The Politics of Aid*, Bloomington (Ind.), Indiana University Press, 1984, 336 p.] *Études internationales*, 17(3), 694–696. <https://doi.org/10.7202/702062ar>

au Kampuchéa et celles de Ali sur le rôle des femmes en période de famine, qui ont une certaine originalité, en raison de leur multi-dimensionnalité; les textes répètent généralement des faits connus. Par ailleurs, il faut souligner le style quelque peu décousu des deux ouvrages. En effet, on cherche en vain un puissant cadre d'analyse qui permettrait une compréhension universelle du problème de la faim. Enfin, certaines affirmations doivent être reconsidérées. Notamment celle de Murton selon qui l'Inde n'avait aucun surplus agricole pendant la famine de 1876. L'auteur passe sous silence le fait que de 1876 à 1879, l'Inde exporta pour plus de 3 millions de tonnes de grain. Ces carences n'annulent toutefois aucunement les qualités des deux ouvrages qui méritent certes une large diffusion.

Claude COMTOIS

*Département de géographie
Université Concordia, Montréal*

HUNTER, Shireen, *OPEC and the Third World: The Politics of Aid*, Bloomington (Ind.), Indiana University Press, 1984, 336 p.

Le principal objectif de cet ouvrage fort utile consiste à évaluer le succès du programme d'aide de l'OPEP à faire progresser les objectifs du Tiers-Monde à la suite du propre succès remporté par l'OPEP qui, au cours des années 1970, réussit à modifier en sa faveur les termes de l'échange. Après avoir examiné le contexte ayant permis la réunion des conditions favorables à l'essor de l'OPEP comme la montée du nationalisme, la réduction unilatérale des prix du pétrole par les compagnies pétrolières multinationales et le besoin de fonds d'exploitation, Mme Hunter étudie la politique d'aide de l'OPEP, son importance, ses modalités, sa distribution géographique, ses réseaux et ses effets. Afin de décrire et d'analyser ces questions, l'auteure a consulté un nombre impressionnant de livres et d'articles ainsi que des documents gouvernementaux comme en font foi l'imposante bibliographie et les notes infrapaginales.

L'ouvrage nous présente le tableau suivant. L'OPEP a été créée à un moment où certains parmi les gouvernements arabes « radicaux » tentaient de se servir du pétrole comme d'un instrument de politique étrangère, *i.e.* pour résoudre le conflit israélo-arabe et la question palestinienne. Si l'Arabie Saoudite et le Koweït ont pu être poussés par le même motif, on ne peut en dire autant de l'Iraq qui, à l'époque, était engagé dans une lutte contre les compagnies pétrolières pour la restructuration des accords de concession, ou de l'Iran qui avait un besoin pressant de ressources financières, ou encore du Vénézuéla qui était intéressé à réglementer la production pétrolière pour protéger sa part du marché devant le coût moindre du pétrole du Moyen-Orient. Selon l'auteure, les États conservateurs prirent une autre initiative destinée à empêcher que la question du pétrole ne soit débattue par l'ensemble des pays arabes en joignant la Libye d'avant Kadhafi au sein de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP).

Il n'est pas exagéré d'affirmer que l'OPEP ne joua en fait qu'un rôle marginal sur la scène pétrolière internationale entre 1960, date à laquelle elle fut constituée, et 1971, alors qu'elle réussit avec la conclusion des célèbres accords de Téhéran sa première expérience de négociation collective avec l'industrie pétrolière afin d'augmenter les prix et les taux d'imposition. Mais le changement rapide, après Téhéran, des conditions du marché pétrolier de même que l'effondrement du système monétaire international et la poursuite de la pression inflationniste dans les pays industrialisés rendirent nécessaires la révision des dispositions de l'accord de Téhéran. L'OPEP demandait principalement une augmentation des prix (*posted prices*). Le fossé existant entre les demandes de l'OPEP au cours des négociations qui commencèrent le 8 octobre 1973 et les offres des compagnies était tout simplement impossible à franchir. Le déclenchement, le 6 octobre, de la guerre israélo-arabe d'octobre 1973 rendit pratiquement impossible aux États arabes membres de l'OPEP de diminuer leur demande d'une hausse importante des prix. L'impasse était inévitable. Et lorsqu'elle survint, l'OPEP prit le 16

octobre la décision d'augmenter le prix du pétrole brut de 70 % à \$5,12 le baril d'*Arabian Light*. Bien que l'initiative d'augmenter le prix ait été prise par les six pays arabes, les autres membres de l'OPEP ratifièrent rapidement la décision qui devint une décision de l'OPEP. Et le 17 octobre, les pays arabes membres de l'OPEP prirent la décision d'imposer un embargo sur leurs exportations. Bien que l'Arabie Saoudite n'ait pas voté en faveur de cette mesure, elle se joignit aux autres pays arabes le 22 octobre, seulement après que le président Nixon ait autorisé, le 20 octobre, l'octroi à Israël d'une nouvelle aide militaire de \$2,2 milliards. L'Iraq fut le seul pays arabe à choisir de ne pas imposer l'embargo. Il faut préciser ici que l'embargo avait été infligé aux États-Unis et aux Pays-Bas et non, comme semble le croire l'auteur, à toutes les économies occidentales. Mais les mesures pétrolières d'octobre, qui créèrent une pénurie artificielle et provoquèrent des achats précipités, ouvrirent la voie à la seconde augmentation de prix qui entra en vigueur le 1^{er} janvier 1974. Celle-ci, qui doubla le prix du pétrole brut le portant à \$11,65 le baril, constitua avec la précédente ce qui fut par la suite qualifié de révolution du prix du pétrole.

Il faut souligner que la décision de décembre fut prise par l'OPEP à l'instigation du Chah d'Iran au grand chagrin des Saoudiens. Il est curieux que l'auteur n'ait pas mentionné le rôle crucial joué par le Chah à ce moment d'autant plus qu'elle faisait partie du personnel du ministère des affaires étrangères de l'Iran pré-révolutionnaire. Mais comme la révolution du prix du pétrole signifiait un transfert considérable de richesses en provenance du reste du monde, les pays membres de l'OPEP reconnurent qu'ils devaient contribuer à soulager les pays sous-développés. Bien que l'OPEP n'ait jamais admis qu'il y ait eu un lien entre son assistance économique et l'augmentation du prix du pétrole, l'existence d'un tel lien ne peut être rejetée. Il a donc fallu effectuer un bon nombre de rationalisations et trouver des justifications pour rendre compte de la complexité des motifs et des objectifs des pays donateurs. Dans cette partie de la recherche spécialement, Mme Hunter accomplit un oeuvre admirable en décrivant

les différentes variables de sécurité, d'idéologie et les considérations économiques qui contribuèrent à l'élaboration de la politique d'assistance économique étrangère de chaque pays. Suivant l'orientation politique particulière du pays donateur et le contexte régional, le lecteur garde l'impression que les forces ayant motivé les pays de l'OPEP ne sont pas si différentes de celles qui poussent les pays industrialisés à fournir de l'aide. Ces forces sont les considérations de sécurité, les impératifs idéologiques et les considérations économiques. Selon Shireen Hunter, l'aide de l'OPEP a suivi les filières traditionnelles de l'assistance bilatérale et par projets, et elle ne se distingue pas en cela non plus des donateurs qui l'ont précédée.

Il ne faut toutefois pas pousser l'analogie trop loin. D'abord, l'assistance de l'OPEP ou pour être plus précis l'assistance arabe – puisque celle-ci constitue plus de 90 % de toute l'aide de l'OPEP – est offerte par un groupe de pays sous-développés qui s'avèrent avoir un surplus de leur balance des paiements. L'aide arabe ou de l'OPEP ne peut avoir le même impact politique que celle des pays industrialisés. Est-il vraiment réaliste de penser que le Qatar, le Koweït, les Émirats arabes unis ou l'Arabie Saoudite puissent espérer un jour jouir du pouvoir économique ou politique de la France ou de l'Italie, sans parler des États-Unis ? De plus, les pays donateurs de l'OPEP ont été très généreux par rapport aux pays donateurs traditionnels qui y consacrent en moyenne environ un tiers de un pour cent de leur produit national brut tandis que les premiers ont fourni plusieurs fois cette proportion. Il faut mentionner le fait que l'assistance offerte par l'OPEP a eu tendance à connaître un degré élevé de concentration géographique. Ceci s'avère également le cas d'autres pays donateurs tels les États-Unis dont 40 % de toute l'aide étrangère s'effectue vers deux pays seulement, Israël et l'Égypte. Aussi longtemps que la majeure partie de l'aide sera offerte par la voie bilatérale et répondra à des objectifs politiques, de tels résultats persisteront. Le dossier montre clairement que dans le cas de l'OPEP, le cercle des bénéficiaires est beaucoup plus large étant donné que son appa-
 ration constitue un phénomène récent.

La dernière question examinée est de savoir si l'OPEP a atteint ses objectifs. Si les objectifs de l'aide consistaient à contribuer à l'avancement des buts et objectifs du Tiers Monde – de quelque façon qu'on les définit – alors bien sûr l'OPEP a raté son coup (p. 264). Comment l'aide de l'OPEP peut-elle être couronnée de succès dans un monde où le PNB global des pays de l'OPEP est moindre que ceux de l'Italie et du Canada dont les populations réunies sont de moitié moins élevées que la population d'un pays membre de l'OPEP, l'Indonésie. De la même façon, l'on ne peut pas ou l'on ne devrait pas s'attendre à ce qu'un regroupement de pays en développement qui compte pour moins du vingtième du produit national brut mondial puisse combler les attentes et les objectifs des trois-quarts de la population mondiale. Il est tout simplement irréaliste et naïf de croire de telles réalisations possibles.

Mme Hunter semble être tombée dans le piège dans lequel se sont laissés entraîner plusieurs des admirateurs et des détracteurs de l'OPEP. Tous ont été enclins à surestimer le pouvoir de l'OPEP et à sous-estimer l'ampleur des problèmes du Tiers-Monde. (*Traduit de l'anglais*)

Abbas ALNASRAWI

*Department of Economics
University of Vermont, USA*

WORSLEY, Peter. *The Three Worlds: Culture and World Development*. Chicago, The University of Chicago Press, 1984, 431 p.

Le développement n'est pas un processus linéaire de transformation évolutive des sociétés. Les relations entre les composantes du développement sont pratiquement toujours marquées de dynamisme. L'analyse sociologique de Worsley représente une contribution à l'étude de ce dynamisme.

Après une brève préface, l'ouvrage de Worsley offre une section concernant les diverses théories de développement. Puisant nombre références historiques à travers les

régions du globe, l'auteur évalue les théories classiques de développement. Cette critique lui permet de faire la synthèse de l'approche marxiste à la lumière des théories et de la pratique de l'anthropologie sociale. La problématique de l'oeuvre est de considérer la culture comme l'élément clé qui manque aux approches traditionnelles de la sociologie du développement. Le second chapitre souligne les fondements de la déstructuration de la paysannerie. L'auteur examine les formes successives d'organisation rurale et expose les grands moments historiques qui ont conduit à l'aliénation du travail agricole. Le troisième chapitre examine la formation de la classe ouvrière. Après avoir exposé brièvement la croissance de la population urbaine notamment en pays tiers-mondiste, Worsley développe une définition de la pauvreté urbaine. Pour ce faire, il fait la synthèse entre les théories systémiques et celles de l'interaction. Il reconnaît par ailleurs une variété de pauvreté à partir d'une catégorisation d'occupation urbaine. Le quatrième chapitre considère la relation entre ethnicité, nationalisme et classe sociale. La plupart des thèmes classiques qui forment la base du nationalisme se retrouvent dans cette section. Le dernier chapitre discute de la notion des trois mondes. L'auteur démontre comment les différentes conceptions politiques et économiques du Tiers Monde ont amené des pratiques politiques fort différentes.

L'ouvrage de Worsley s'avère être une contribution originale à l'étude des problèmes de développement. Son objectif est moins d'identifier une cause unique au développement que de remettre en question l'orthodoxie qui caractérise bien des études de développement. Il est en effet intéressant de lire un ouvrage qui analyse les composantes de la réalité à partir de la complexité des identités culturelles. L'intérêt est d'autant plus grand que Worsley examine fort intelligemment comment les pratiques culturelles créent une situation dynamique et comment le développement mondial s'adapte et se réadapte en fonction de ce dynamisme. Certains points méritent toutefois d'être soulevés eu égard à l'argumentation de Worsley.